

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

XVIIème CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS

Palais de l'Elysée – Mercredi 26 août 2009

Bonjour à tous.

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et Européennes,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Cher Michel,

Le 15 septembre 2008, un an après le début de la crise des « subprimes », le monde entier a été projeté au bord du précipice par la décision des autorités américaines de laisser tomber la banque Lehman Brothers. Une décision, je le rappelle, prise alors sans aucune concertation avec les principaux partenaires des Etats-Unis.

Ce jour-là, le monde a constaté qu'une dérégulation sans fin, aveuglement confiante dans l'esprit de responsabilité des acteurs financiers, avait conduit à une irresponsabilité généralisée devant l'appât irrésistible du gain rapide.

Ce jour-là, le monde a constaté qu'une certaine forme de capitalisme fondée sur la spéculation, sur la concurrence sans limite entre les places financières, menaçait de mort l'économie réelle.

Ce jour-là a marqué la fin d'une mondialisation où les acteurs du marché imposaient leur loi, où tout était devenu objet de spéculation, où les prix du pétrole et du blé, comme les valeurs boursières, pouvaient doubler ou tripler en quelques mois avant de s'effondrer. Pour des raisons d'ailleurs tout aussi mystérieuses que ce qui les avait fait monter.

Ce jour-là, les Etats se sont retrouvés seuls, absolument seuls, face à leurs responsabilités.

Les Etats seuls pouvaient arrêter la panique, restaurer la confiance.

Eux seuls pouvaient empêcher, par leurs interventions, que la réaction en chaîne n'emporte, d'un bout à l'autre de la planète, dans une débâcle absolument sans précédent, l'épargne et le travail de dizaines, voire de centaines de millions de femmes et d'hommes.

Ce jour-là, les Etats ont constaté qu'ils devaient impérativement travailler ensemble et qu'il n'y aurait de salut que collectif.

Je n'oublierai jamais les nuits blanches où l'on devait trouver, avant l'ouverture des marchés, des dizaines de milliards pour sauver telle banque ou tel pays de l'effondrement. Les choses sont parfaitement claires dans mon esprit.

Je n'accepterai pas que ceux qui nous ont plongés dans la crise la plus grave depuis 1930 soient autorisés à recommencer comme avant. La France ne l'acceptera pas. Chacun devra prendre ses responsabilités et mettre ses actes en accord avec ses propos.

Face à la tentation du sauve-qui-peut, du chacun pour soi, à la tentation du retour, pourquoi ne pas le dire, au protectionnisme, dès le 23 septembre 2008, à la tribune des Nations Unies, au nom de l'Europe, j'ai proposé la tenue d'un sommet des principaux dirigeants mondiaux. Cinq semaines plus tard, c'était le sommet de Washington ; cinq mois plus tard, c'était le sommet de Londres ; et fin septembre, ce sera Pittsburgh.

De premiers progrès, impensables il y a un an, ont été obtenus, notamment sur les paradis fiscaux, appelés « places non coopératives », puisque le mot même « paradis fiscal » était interdit dans les cercles diplomatiques internationaux. A Washington, la France avait été absolument la seule à se battre sur ce sujet ; à Londres, avec le soutien de la Chancelière MERKEL nous avons arraché la publication d'une liste ; depuis, les avancées sont spectaculaires, c'est la fin du secret bancaire. Quand je vois l'enthousiasme d'une grande banque suisse à livrer au fisc américain plusieurs milliers de ses clients fraudeurs, je me dis le monde à bien changé. Et naturellement la France en tirera toutes les conséquences s'agissant de ses propres fraudeurs. Ces avancées devront être complétées à Pittsburgh par l'adoption d'une liste complète de contre-mesures, à appliquer dès 2010 à l'encontre de ceux qui ne coopéreraient pas complètement.

Alors beaucoup reste à faire pour que la finance, qui est à l'origine de cette crise, soit désormais au service de l'investissement et de la croissance. Je veux parler du scandale des bonus. Car c'est bien d'un scandale dont il s'agit. A Londres, nous avons édicté des principes. Ces principes seront appliqués et renforcés. Que ceux qui s'imaginent qu'ils pourraient reprendre leurs affaires comme avant la crise sachent qu'ils en seront pour leurs frais ! Que les choses soient très claires, comme cela, il n'y aura pas de surprise.

La France appliquera sans attendre les règles les plus strictes qui existent sur le domaine international en matière de bonus, sans attendre que les autres les appliquent. Le rôle de la France, c'est d'être en initiative et pas de subir. C'est trop facile, alors que tant de gens souffrent, de dire « on attend que les autres bougent pour bouger ». Et l'on fait comme d'habitude, on ne fait qu'attendre, puisque que par construction les autres ne bougeront pas si nous nous ne bougeons pas. A Pittsburgh se jouera une partie décisive. La France dira à ses partenaires: « Voilà non pas ce que nous nous apprêtons à faire, mais voilà ce que nous avons décidé de faire ». Si un partenaire est en désaccord avec nous, qu'il le dise devant le tribunal de l'opinion publique internationale et devant le tribunal de sa propre opinion. Et d'ici là, avec le Premier ministre, nous avons demandé à Christine LAGARDE de plaider dans la presse internationale pour que les mesures que nous avons adoptées en France soient soumises au débat devant les opinions publiques des autres pays. La France mettra sur la table une initiative internationale, à Pittsburgh, pour appliquer dans les pays du G20 les règles de transparence, de gouvernance, de responsabilité qui sont désormais les règles de la place de Paris. Nous proposerons de renforcer les sanctions à l'égard des banques qui ne joueraient pas le jeu. Et nous allons même poser la question de la limitation du montant des bonus. Je ne vois pas au nom de quoi cette question serait taboue à Pittsburgh. S'il y a des avis opposés, je suis sûr qu'ils seront défendus avec talent. Le monde jugera et chacun en tirera les conséquences.

Alors nous devons également travailler à l'adaptation des normes comptables, autre sujet capital, pour qu'elles cessent de favoriser le court terme au détriment de l'investissement. Nous allons travailler à Pittsburgh sur la supervision des fonds spéculatifs, qui demeurent insuffisamment régulés et peuvent désorganiser des marchés entiers. Enfin nous travaillerons à la prévention par le FMI des risques

systémiques, pour que nous ne soyons plus confrontés à des situations où l'excès d'endettement de certains pays constituerait une menace pour la stabilité financière du monde entier.

Sur tous ces sujets la France sera intraitable. Il faut aller au bout des réformes. Il ne faut pas perdre l'élan qui a été donné et il faut agir. Pas demain, il faut agir maintenant.

Alors à Pittsburgh, d'autres chantiers nous attendent.

La question du prix de l'énergie, et notamment du pétrole, qui n'est rien moins que l'autre bombe à retardement qui pèse sur la croissance de demain. Que les prix du pétrole soient trop élevés et la croissance sera étouffée. Que les prix du pétrole soient trop bas et les investissements s'arrêteront, provoquant après quelques années la pénurie et donc l'explosion des prix. Avec Gordon BROWN, nous avons proposé une relance du dialogue producteurs-consommateurs. Nous devons nous fixer deux objectifs : la lutte contre la spéculation sur les marchés et la détermination d'une fourchette de prix raisonnables, avec un peu de vision sur le moyen comme sur le long terme. Eh bien c'est dès Pittsburgh qu'il faut lancer ce dialogue puisque nous aurons autour de la table les principaux pays consommateurs et des pays producteurs majeurs l'Arabie Saoudite, la Russie, le Mexique, le Canada.

Répondre au défi énergétique mondial, c'est aussi favoriser l'accès au nucléaire civil, ce n'est pas un sujet tabou. Il n'y aura pas de solution aux problèmes énergétiques mondiaux sans un juste partage du nucléaire civil. Une soixantaine de nouveaux pays dans le monde ont déjà marqué leur vif intérêt pour des programmes électronucléaires. L'accès au nucléaire civil, la France l'affirme, mérite un débat de fond. Et nous n'avons rien à craindre de ce débat. C'est un choix lourd La France organisera dans les prochains mois, en liaison avec l'AIEA, une conférence pour aider à définir ce chemin avec les acteurs internationaux du nucléaire civil. Le choix de la France, c'est de coopérer sans discrimination, et de réaliser ainsi l'un des objectifs du Traité de non-prolifération.

A Pittsburgh, nous devons aussi réfléchir au rééquilibrage des modèles de croissance des grandes économies. La crise a signifié la fin d'une époque, celle des déséquilibres insoutenables des Etats-Unis et de la Chine, où à l'excès d'endettement des uns répond l'excès d'épargne des autres.

Le Président Barack OBAMA peut compter sur le soutien de la France dans sa volonté de transformer le modèle économique et social américain. Mais la hausse - inévitable- de l'épargne des ménages américains et la résorption -nécessaire- des gigantesques déficits américains signifient que l'Amérique importera moins et voudra exporter plus.

La Chine, et il convient de lui rendre hommage, a su réagir vite et fort en allumant un nouveau moteur de sa croissance : celui de son marché intérieur. Mais son modèle de développement restera longtemps encore fondé sur l'exportation. Alors la question :

Comment gérer les tensions inévitables de cette période de transition ?

Comment résister aux tentations protectionnistes qui existent partout ?

Comment surtout éviter des évolutions des parités des principales monnaies qui pourraient déboucher sur de très graves tensions ?

La Chine et la Russie ont esquissé des propositions qui montrent que la réalité politique et économique multipolaire du monde d'aujourd'hui devra tôt ou tard trouver sa traduction monétaire. Un monde multipolaire ne peut pas compter que sur une seule monnaie. Une architecture internationale renouée, un FMI renforcé, permettront de créer les lieux de débats et de concertation plus que jamais nécessaires pour éviter des fluctuations de change excessives et profondément déstabilisatrices.

La France est prête, dans le cadre de l'Euro, à participer activement à ce processus. Mais la France n'acceptera pas, je le dis clairement, que l'Euro supporte seul le poids des ajustements, comme cela a

été le cas dans le passé. Une communauté avertie en vaut deux, mais c'est trop simple et c'est trop grave pour les emplois en France.

Dernier chantier qu'il faut traiter et faire aboutir à New York, à Pittsburgh puis à Copenhague : le réchauffement climatique. Il nous impose d'inventer une nouvelle croissance, dé-carbonée, et d'en assurer le financement, cher Michel ROCARD. Sous présidence française, l'Europe a su répondre pleinement aux demandes établies par les scientifiques unanimes, mais nous sommes à ce jour les seuls, les seuls à avoir pris une décision. Il n'y en a pas d'autre ! Eh bien il appartiendra, et c'est essentiel, aux autres pays industrialisés, et d'abord aux Etats-Unis, de dire rapidement, en termes comparables, leurs objectifs de moyen terme. C'est nécessaire parce que si les Etats-Unis ne se mettent pas dans la partie, jamais les grands pays émergents n'accepteront un accord ambitieux. Et cela se joue entre le mois de septembre et le mois de décembre.

Conclure à Copenhague est indispensable, chacun devra assurer ses responsabilités. C'est simple, tout retard dans l'action sera irrattrapable. Il n'y a pas de cession de rattrapage. Ce sera Copenhague en décembre, ou ça ne sera pas. Que ceux qui s'y opposent assument là aussi leurs responsabilités.

Le temps Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, n'est pas notre allié. Il est notre juge et nous sommes déjà en sursis. Laisser le temps au temps, on a déjà essayé, c'est bon ! Je vous propose que l'on essaie autre chose.

Pour préparer ces rencontres où se décidera l'avenir, la France présentera le 14 septembre, à Paris, les conclusions de la Commission que j'ai pris l'initiative, l'année dernière, de réunir sous la Présidence de deux prix Nobel d'économie, Joseph STIGLITZ et Amartya SEN, pour réfléchir sur la mesure de nos performances économiques. Car c'est très simple, nous ne changerons pas nos comportements si nous ne changeons pas la manière de mesurer nos résultats. Je vous demande de donner à cette réunion le plus grand retentissement afin qu'à travers le monde entier, responsables et experts s'approprient cette réflexion qui contribuera à la mutation économique et écologique devenue indispensable. Si l'on garde les mêmes éléments de mesure de l'économie, comment voulez-vous que nous changions le processus de production dans l'économie ?

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Ces sommets qui se succèdent à un rythme sans précédent doivent solder les comptes d'une époque révolue et jeter les bases d'une économie nouvelle et d'un monde nouveau.

La crise nous libère du carcan de la pensée unique. La crise nous oblige à penser autrement. C'est une chance qu'il nous faut saisir à bras le corps. Alors bien sûr il ne faut pas sous estimer le poids des acteurs économiques et financiers dans le monde. Mais l'Etat a retrouvé toute sa place et il doit la conserver en montrant le chemin d'une nouvelle régulation mondiale.

Nous ne réussissons dans la durée que si nous nous fixons des objectifs ambitieux. Lorsque l'objectif fixé est médiocre, personne ne s'engage pour faire des sacrifices. C'est bien ce qui nous a conduit, je veux dire la France, lorsque nous assurons la présidence de l'Europe. Il y a une évidence qui s'impose, c'est que lorsque le monde sortira de la crise, la hiérarchie des puissances ne sera plus ce qu'elle était lorsqu'elle a éclaté. Et la France doit voir le monde tel qu'il sera et non pas simplement tel qu'il a été. La Chine, l'Inde, le Brésil en sortiront plus haut et plus forts.

A chaque instant, au moment de prendre chaque décision, je me pose la même question : le choix que je suis en train de proposer aidera-t-il la France et les Français à sortir de la crise plus forts ? C'est la seule grille de lecture qui vaille.

Avec le Premier ministre, François FILLON, nous avons adopté un ensemble de mesures pour stabiliser notre système financier, pour soutenir l'activité, pour protéger ceux qui sont le plus touchés par la crise. Mais croyez bien que, quand même, voir la France repasser au cinquième rang des

économies du monde, c'est une satisfaction, même si je le dis bien volontiers, je l'ai dit d'ailleurs ce matin, nous ne sommes pas sortis de la crise. Mais la France est de nouveau entre l'Allemagne et le Royaume-Uni. La cinquième puissance du monde, mais ce n'est pas suffisant. Chaque décision doit aussi nous aider à préparer l'avenir.

Elle doit nous permettre d'entrer mieux armés dans le monde nouveau que ces sommets successifs mettent en place.

C'est tout le sens de l'emprunt national qui fera l'objet d'un vaste débat cet automne, débat, organisé, préparé par la commission présidée par Michel ROCARD et Alain JUPPE.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Ce sujet de la hiérarchie des puissances à la sortie de la crise interpelle aussi l'Europe. Il n'est pas scandaleux quand même de poser la question : l'Union européenne veut-elle être une puissance ? Est-ce que cela l'intéresse ? L'Union européenne veut-elle être l'un des principaux acteurs du XXI^{ème} siècle ? Est-ce qu'elle veut faire le XXI^{ème} siècle ou est-ce qu'elle veut le subir ?

La question ne se pose pas aux adversaires ou aux concurrents de l'Union européenne, la question, elle se pose aux Européens.

La présidence française avait apporté sa part de réponse. A chaque fois que l'Europe veut, l'Europe peut. Le problème, c'est que l'Europe ne veut pas toujours. Alors l'Union doit se doter des institutions qui faciliteront la prise de décisions. C'est tout l'enjeu du référendum irlandais du 2 octobre. Le choix du premier Président stable du Conseil européen, du Haut Représentant, avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne proposé par la France, ce sont dix années de débats institutionnels qui pourraient s'achever sur un succès. Tout sera alors affaire de pratique et je voudrais ici tirer les leçons de l'expérience que nous avons connue et parler du rôle de chaque Etat.

Tous les Etats en Europe sont égaux en droit, ils ne sont pas égaux en devoir. Quand une crise éclate et qu'il faut trouver une solution, les devoirs de la France et de l'Allemagne sont plus grands que ceux d'autres pays parce que la France et l'Allemagne, ce sont les deux plus grands pays de l'Union européenne. Les responsabilités qui pèsent sur les Etats sont directement fonction de leur poids. Plus on est fort en Europe, plus on a de responsabilités. Ce constat n'appelle la mise en place d'aucune structure particulière. Ce constat implique simplement un état d'esprit, un engagement, qui sont plus que jamais, me semble-t-il, la marque de l'entente franco-allemande.

Je veux parler très clairement : pourquoi y a-t-il eu une panne en Europe pendant si longtemps ? Ce n'est pas simplement une question d'institution, c'est une question d'état d'esprit, parce qu'un certain nombre de grands pays n'ont pas voulu mettre dans le moteur de la voiture européenne, suffisamment de carburant pour avancer. Et c'est trop facile de dire : les autres ne sont pas d'accord, donc on n'avance pas. On attend que tout le monde soit d'accord et encore une fois, comme personne n'est toujours d'accord, on ne fait qu'attendre. Attendre n'est pas une ambition.

Dans chaque crise et sur chaque grand dossier, l'entente franco-allemande, l'amitié qui me lie à Angela MERKEL, ont aidé l'Europe à assumer toutes ses responsabilités. Cette entente n'a rien d'exclusive. Le Royaume-Uni et Gordon BROWN en ont fait la démonstration. Gordon BROWN s'est comporté en grand européen. Il ne m'appartient pas de porter de jugement sur la politique intérieure anglaise naturellement, mais lorsqu'il a fallu prendre ses responsabilités pour le traité de Lisbonne, les Anglais ont assumé leurs responsabilités. C'est une vérité qui va bien au-delà du clivage entre la Gauche et la Droite, peu importe. L'Italie, l'Espagne, la Pologne peuvent apporter une contribution majeure pour peu qu'ils adoptent le même état d'esprit : au delà des droits de chacun, quels sont les devoirs, les responsabilités que chaque Etat est prêt à assumer pour que l'Union européenne devienne, au XXI^{ème} siècle, un acteur de premier rang ? Pour que l'Europe fasse à nouveau l'histoire au lieu de la subir, il faut qu'elle assume ses valeurs, qu'elle les défende sans agressivité mais avec fermeté et pour

cela les grands pays ne doivent pas attendre mais doivent aussi montrer le chemin, nos valeurs. Moi, j'étais fier de l'Europe lorsque, à notre initiative, à Genève, l'Europe a quitté la salle lorsque le Président AHMEDINEDJAD a prononcé un discours inacceptable. Nous n'avons pas construit l'Europe –pardon, les générations qui nous ont précédé n'ont pas construit l'Europe- pour entendre que l'on doit rayer de la carte Israël. Il y a des valeurs, il y a une identité, il y a des choses qui sont inacceptables. Ou lorsque que l'Europe a décidé de renforcer ses sanctions contre la junte au pouvoir en Birmanie, junte invraisemblable, et la condamnation inique de Madame AUNG SAN SUU KYI qui est un véritable scandale.

L'Europe doit renforcer ses capacités militaires parce que l'Europe n'est pas une immense Croix Rouge ! Loin de moi l'idée de critiquer la Croix Rouge qui fait un travail international considérable et remarquable, mais l'Europe n'est pas une immense ONG. L'Europe est une puissance commerciale, politique, économique, monétaire et militaire. L'Europe doit défendre ses intérêts comme elle le fait dans les Balkans, en Géorgie, au Tchad ou au large des côtes somaliennes.

C'est dans cet esprit également que la France a rejoint les structures militaires de l'Alliance atlantique. Avec une France qui prend toute sa place dans l'OTAN, ce sont les Européens qui sont plus forts dans l'Alliance. Dans quelques jours je recevrai le nouveau Secrétaire général de l'OTAN; et le général ABRIAL prendra la tête de l'un des deux grands Commandements stratégiques alliés, celui de la Transformation de l'Alliance. L'enjeu est majeur : il s'agit de construire l'Alliance transatlantique dont nous aurons besoin pour les prochaines décennies. Le débat est engagé. Il doit aboutir d'ici un an. La France a maintenant les moyens de peser de tout son poids dans ce débat central pour notre sécurité. Enfin, qui pourrait comprendre qu'au moment où l'on rénove l'Alliance, la France n'y exerce pas toute sa place ? Et qui peut penser qu'une France en dehors aurait plus d'influence qu'une France à l'intérieur ? Et qui peut penser que l'on peut renforcer le pilier européen de l'Alliance sans la France ?

Au cours des prochains mois, j'aurai l'occasion de préciser nos vues sur un autre vaste chantier dont je souhaite qu'il progresse en 2010. Je veux parler des relations entre l'Union Européenne et la Russie, un chantier considérable. Nous avons beaucoup à nous dire, Union européenne et Russie, en matière économique pour faire un vaste espace économique et en matière de sécurité. Prenons le Président Medvedev au mot, essayons de construire des relations.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Autant de droits mais plus de devoirs car davantage de responsabilités, tel doit être aussi le principe directeur de la réforme de la gouvernance mondiale.

Depuis le temps que l'on en parle, maintenant il faut la faire. C'est un sujet essentiel. Dès mon élection j'ai plaidé pour une adaptation des organisations internationales aux réalités du XXIème siècle. La crise me semble-t-il a donné à mon plaidoyer la force de l'évidence. Mais nous ne sommes qu'au début du chemin. Avec le Président Lula, nous avons proposé à nos pairs du G14 une « Alliance pour le changement de la gouvernance mondiale » eh bien la France fera en sorte que les réformes soient conduites à leur terme.

J'observe avec plaisir que la transformation du G8 en G14 a franchi un pas décisif. La présidence canadienne en 2010 organisera l'essentiel du prochain sommet en G14. Mon intention, c'est d'achever totalement cette transformation sous présidence française en 2011. Imaginez parler des grands sujets du monde sans la Chine, sans l'Inde, sans le Brésil, sans le Mexique, sans un seul pays arabe, sans un seul pays africain, c'est vraiment une idée étrange quand on est diplomate, stupide quand on est politique. Alors bien sûr, le G14 et qu'est-ce que l'on fait avec le G20 qui n'a pas si mal marché ? Je le dis d'autant mieux que lorsqu'il a fallu convaincre le Président BUSH de réunir la première réunion de Washington, la France demandait un G14 et c'est lui qui a eu l'idée du G20. Va pour le G20. Le G20 est assez légitime : 85 % de la richesse mondiale. Il est légitime sur les questions économiques et

financières. Et au sein du G20 : réforme du FMI, Comité Monétaire ministériel doivent devenir plus politiques, mieux articulés avec le G20.

Le Forum des Economies Majeures joue un rôle utile mais là aussi, il faut que toutes ces instances améliorent les conditions de leur collaboration. Il n'y a pas simplement à modifier la gouvernance mondiale, il y a à donner de la cohérence. On crée trop d'instances qui se concurrencent. Cependant, notre monde a besoin des Nations unies mais pour que les Nations unies restent avec une légitimité universelle, il faut que les Nations unies n'aient pas peur de réformer, fut-ce à titre provisoire, le Conseil de Sécurité et le nombre de membres permanents du Conseil de Sécurité. Avec le Royaume uni, nous plaidons pour une réforme intérimaire du Conseil de Sécurité. Pas un pays d'Afrique membre permanent, un milliard habitants. On ne peut pas en rester à la grille de lecture du lendemain de la Seconde Guerre mondiale ! Il y a quand même un certain nombre de choses qui se sont passées depuis 60 ans et la légitimité – je l'ai dit au Secrétaire général BAN Ki Moon des Nations unies – tient à l'élargissement du Conseil de Sécurité et du nombre des membres permanents. Et la France n'a rien à craindre, rien. La France doit être le moteur de cette réforme et la réforme, on doit la conduire maintenant. Tout le monde connaît les éléments du compromis.

Réforme du Conseil de Sécurité, réforme du FMI où les droits de vote ne correspondent à aucune réalité monétaire, financière, économique et politique. Réforme de la Banque mondiale : 2011, cela doit être terminé et je suis très heureux que le G14 ait décidé de s'atteler à celle des Nations Unies.

Je voudrais dire que sur proposition de la France, un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture a été adopté l'an dernier. Encore faut-il que la FAO, le PAM, le FIDA, la Banque Mondiale et les banques régionales de développement, se mobilisent dans une démarche cohérente et coordonnée. C'est totalement schizophrénique ce qui se passe. Entre ce que l'on dit à l'OMC : la concurrence à tout prix, plus de soutien avec l'agriculture, et ce que l'on dit au FAO : plus d'agriculture ! Qui peut comprendre ? C'est les mêmes participants, le message est contraire. Est-ce qu'il ne serait pas temps de rassembler aussi les choses pour envoyer un message cohérent ? La multiplication des organisations internationales est en soi un vrai problème. Le domaine de l'environnement l'illustre jusqu'à la caricature. A chaque accord sectoriel son organe de suivi et de vérification. Exemple : admettons que nous ayons eu un succès à Copenhague, qui va appliquer les conclusions de Copenhague ? Ce n'est pas une petite question. Eh bien, la France demande la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, clef de voute qui aura vocation à fédérer des outils aujourd'hui dispersés. Copenhague devrait donner une impulsion décisive à sa création et cette Organisation Mondiale de l'Environnement aurait vocation à assurer le suivi de Copenhague pour les 192 Etats membres de la communauté internationale.

Il est enfin un dernier sujet de gouvernance qui me tient à cœur, l'OIT. Les mêmes 192 Etats adoptent dans chaque organisation internationale des règles sans jamais se soucier d'une vision d'ensemble. La France propose que l'OIT, et demain l'Organisation Mondiale de l'Environnement, aient leur mot à dire auprès de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale dès lors que seraient en cause les huit normes fondamentales du travail ou des clauses essentielles des accords sur le climat. Si le principe d'ajustement aux frontières était décidé à Copenhague, sa mise en œuvre devrait être assurée en bonne coopération entre l'OMC et la future Organisation Mondiale de l'Environnement.

L'OIT, organisation mondiale, a édité huit règles fondamentales en matière de respect du droit du travail : on ne fait pas travailler les prisonniers, on ne fait pas travailler les enfants... Eh bien je demande que le FMI ne donne pas d'argent si ces règles ne sont pas respectées et je ne vois pas au nom de quoi lorsque le FMI aide un pays, il ne se préoccupe que des équilibres budgétaires du pays et pas du respect de normes sociales fondamentales. Comprenez-moi : il ne s'agit pas de plaider pour un modèle social unique qui n'aurait aucun sens, mais si ce sont des normes, si elles sont fondamentales, si elles ont été reconnues par l'OIT, pourquoi ne pas en tenir compte lorsqu'il s'agit d'apporter de l'argent ?

De la même façon, s'agissant de l'OMC, c'est bel et bon de parler de la lutte contre le protectionnisme, naturellement, nous la soutenons, mais quand il y a un contentieux entre deux pays, ce n'est pas le seul droit du commerce qui doit prévaloir. Les obligations prises devant l'Organisation Mondiale de l'Environnement doivent rentrer en ligne de compte sous la forme d'une question préjudicielle, parce que la concurrence, c'est la concurrence loyale. Comment voulez-vous que nous en Europe nous imposions à nos entreprises des règles de protection de l'environnement si nous continuons à importer des produits fabriqués par des pays qui n'en respectent aucune et qui iront devant l'OMC en disant : attention, protectionnisme ? C'est trop facile.

L'Organisation Mondiale du Commerce ne doit pas se déterminer sur les seuls critères du commerce mondial. Il existe des normes sociales fondamentales que la France n'a pas inventées qui sont celles définies par l'OIT, l'Organisation Internationale du Travail et des normes environnementales qui seront définies à la suite de Copenhague par l'Organisation Mondiale de l'Environnement. C'est cela la nouvelle gouvernance mondiale. On mettra fin à une forme de schizophrénie de la communauté internationale, on corrigera les excès de la « marchandisation du monde » en plaçant sur un pied d'égalité le droit du travail, le droit de l'environnement et le droit du commerce. Ce qui a été possible pour le droit du commerce, je ne vois pas pourquoi ce serait impossible pour le droit social ou pour le droit de l'environnement.

Alors bien sûr, comme devant chaque idée neuve, les résistances seront fortes. Mais la crise actuelle, impose de repenser en profondeur une mondialisation qui est dévoyée et au fond pour une raison simple : c'est que le marché mondial existe alors que la réglementation mondiale n'existe pas. Il y a donc un décalage et c'est ce décalage qu'il convient de combler.

En 1945, les dirigeants de l'époque ont su, sur les ruines de la deuxième guerre mondiale, bâtir les Nations Unies, le FMI, la Banque Mondiale, Bretton-Woods. Aujourd'hui, le défi est plus lourd, plus complexe mais nous ne devons pas nous contenter de demi-mesures. Nous ne devons pas nous arrêter en chemin.

Je remercie Bernard KOUCHNER de son engagement de chaque jour au service de notre politique étrangère, je salue sa volonté de réforme du ministère. Je sais qu'aujourd'hui il s'attaque au chantier de l'action culturelle extérieure. Il a raison. Il peut compter sur ma confiance et mon amitié car il faut bouger les choses. Pas dans le seul but de bouger, mais on est dans un monde qui bouge, on ne peut pas rester immobile. C'est impossible et le choix le plus prudent, c'est le choix de la réforme. Le choix le plus risqué, c'est le choix de l'immobilisme. Je remercie Bernard KOUCHNER d'avoir placé tous les sujets que je viens d'évoquer au cœur de votre conférence.

Naturellement, il y a un certain nombre de crises, il ne s'agit pas de toutes les passer dans l'ordre.

Je voudrais dire un mot du conflit du Proche-Orient. Je conteste l'idée que la crise entre Israël et l'Autorité palestinienne, je conteste l'idée que ce serait un conflit régional. Ce conflit concerne le monde entier et il est temps de régler ce conflit. Chacun connaît parfaitement les paramètres de la paix et le chemin qui y conduit est balisé. Là aussi, il ne faut plus attendre. Attendre quoi ? Plus de morts ? Plus de souffrance ? Qui pourrait dire ici comme ailleurs que dans quelques années la solution sera plus simple ? Et est-ce que l'on n'a pas suffisamment attendu ?

Je recevrai début septembre le Président Mahmoud ABBAS pour l'encourager à accélérer la rénovation des structures qui, demain, seront en charge de l'Etat palestinien. Parce que la France soutient la création d'un Etat palestinien. C'est un élément fort de la politique française et sur lequel nous ne reviendrons pas. Et je souhaite que la rencontre, aujourd'hui même, entre le Premier Ministre d'Israël et l'envoyé du Président des Etats-Unis débouche, débouche sur quoi ? Chacun connaît mon amitié pour Israël, je le dis comme je le pense : débouche sur un gel précis et complet de la colonisation. Et les vrais amis d'Israël doivent lui dire la vérité. La vérité, c'est qu'il n'y aura pas de paix avec la poursuite de la colonisation. Alors cela peut plaire ou ne pas plaire, mais quand on est un

ami, on est un ami exigeant et un ami franc. Israël n'est pas seul, nous n'accepterons pas que sa sécurité soit mise en cause, mais nous avons aussi le droit de dire que c'est une erreur de penser qu'on peut continuer un processus de colonisation et espérer la paix. Et là aussi, tout ceci doit être fait sans ambiguïté.

Si des progrès sur cette idée qu'il faut arrêter la colonisation sont faits, la France et l'Égypte, en accord avec la Présidence suédoise de l'Union Européenne et en concertation avec les États-Unis, nous proposerons à tous les pays membres de l'Union pour la Méditerranée, de tenir cet automne un deuxième sommet qui accompagnerait la reprise des négociations de paix dans leurs trois volets.

La France, qui a renoué une relation constructive avec Damas, est prête à apporter son concours aux discussions entre la Syrie et Israël si les deux parties confirmaient leur souhait à cet égard. Au Liban, où le chemin parcouru depuis 18 mois est porteur d'espoir, la France appelle à la constitution rapide d'un gouvernement d'union nationale efficace.

Le temps n'est pas notre allié non plus dans les deux crises de prolifération nucléaire et balistique : l'Iran et la Corée du Nord. Elles se développent sous nos yeux, jour après jour, et si nous n'agissons pas, d'autres risquent de suivre. On ne pourra pas dire que nous n'étions pas prévenus !

En Iran en particulier, la crise politique a fait oublier que pendant la répression, la prolifération continue : il y a toujours plus de nucléaire militaire, toujours plus de tests de missiles, et il n'y a jamais eu aussi peu de négociation.

Ce sont les mêmes dirigeants, en Iran, qui nous disent que le programme nucléaire est pacifique et que les élections ont été honnêtes. Qui peut bien les croire ?

Le choix des dirigeants, c'est la responsabilité du peuple iranien. Mais empêcher la prolifération, c'est la nôtre. Le Président OBAMA a pris la décision juste de tendre la main et de se joindre aux Européens, aux Russes et aux Chinois. Les six sont prêts à s'asseoir demain autour de la table. Mais pour cela, il faut un interlocuteur qui soit prêt à négocier sérieusement. Or aujourd'hui, disons les choses telles qu'elles sont, avec la même franchise, car on ne peut pas être franc avec les uns et hypocrite avec les autres, nous n'avons reçu aucune réponse positive à nos propositions. Aucune. Nous ferons le bilan d'ici fin septembre, puisque nous serons tous à New York fin septembre. Et si l'Iran ne change pas de politique, la question du renforcement très substantiel des sanctions sera clairement posée.

La France soutiendra des sanctions économiques sévères, à la hauteur de l'enjeu, au Conseil de sécurité et au Conseil européen. Et la France proposera de doter l'AIEA de pouvoirs d'inspection renforcés pour des situations de ce type. On n'a pas le droit de se taire devant la crise qui s'organise.

Je tiens d'ailleurs à saluer ici notre Ambassadeur en Iran, Bernard POLETTI, que j'ai élevé à la dignité d'Ambassadeur de France. Il a fait honneur par son courage, par l'acuité de ses analyses à la défense de nos intérêts et de nos compatriotes dont la scandaleuse prise d'otage de deux de nos compatriotes, car être à moitié français, c'est être français.

Le temps qui passe n'est pas non plus notre allié face au terrorisme international.

En Afghanistan, je partage l'analyse de Bernard KOUCHNER : la campagne électorale s'est bien déroulée, en dépit des pires menaces. En votant, les Afghans ont dit non à la barbarie et au terrorisme. Aller voter, aller mettre votre doigt dans l'encre indélébile quand des gens à longueur de journée vous disent que ceux qui auront de l'encre sur les doigts, on leur coupera la main... Franchement, les talibans sont crédibles quand ils disent cela compte tenu de ce qu'est leur bilan. Et malgré cela, voir un pays où des millions de gens se rendent aux urnes, franchement cela mérite qu'on les aide. Dans l'attente des résultats, la France appelle les candidats et leurs partisans à faire preuve d'un très grand sens des responsabilités. Imaginons, imaginons ce que signifierait le départ de la France ou des alliés,

la constitution d'un véritable Etat terroriste, à côté du Pakistan qui a l'arme nucléaire, 200 millions d'habitants. Est-ce que c'est ce que le monde veut ? En tout cas, ce n'est pas ce que veut la France. Alors qu'il y ait bien des choses à changer, à évoluer, bien des problèmes, bien sûr. Mais enfin, les valeurs de la France c'est d'aider les gens qui veulent la dignité de la femme, qui veulent la liberté et qui cheminent, si douloureusement quand on connaît ce pays, vers cet objectif. En tout cas, on n'a pas le droit d'être faible face à cette menace.

La France restera fermement engagée, avec ses Alliés, aux côtés du peuple afghan. Elle achèvera cette année le transfert des responsabilités de sécurité de la région Centre aux autorités afghanes. Elle concentrera des moyens civils et militaires dans les districts de l'Est, avec pour objectif de les stabiliser en deux ans.

Nous voulons travailler la main dans la main avec la société civile afghane : j'inviterai dans les prochains mois des femmes afghanes engagées dans la reconstruction de leur pays pour qu'elles viennent témoigner et recevoir le soutien des Français.

Nous nous mobiliserons aussi pour soutenir l'Afrique face à la menace croissante d'Al Qaïda, Alain JOYANDET le sait mieux que moi, que ce soit au Sahel ou en Somalie. Ce qui vient de se passer ces derniers mois, notamment au Mali, au Niger et en Mauritanie est un signal clair, très clair. La France ne laissera pas Al Qaïda installer un sanctuaire à notre porte, en Afrique. Là aussi, le message doit bien être reçu.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je terminerai par là. 2010 sera une année importante pour la relation entre l'Afrique et la France : 14 anciennes colonies françaises célèbreront le cinquantième anniversaire de leur indépendance. Ce sera donc une année dédiée à la fidélité dans l'amitié et la solidarité. Et je souhaite que 2010 signale aussi l'achèvement d'une rénovation profonde de nos relations avec le continent africain.

Deux temps forts marqueront à la fois cette fidélité et ce renouveau.

Le Sommet Afrique-France qui se tiendra au début de l'année en Egypte. Je souhaite que soient étroitement associés à sa préparation les acteurs non gouvernementaux. Le Sommet proprement dit étant la composante officielle d'un processus plus large sur lequel Bernard KOUCHNER et Alain JOYANDET travaillent.

Le 14 juillet verra défiler sur les Champs-Élysées des contingents des anciens territoires de l'Afrique sub-saharienne qui ont contribué à la libération de notre pays lors des deux conflits mondiaux. Tous les Chefs d'Etat concernés seront conviés. La France sait ce qu'elle doit à l'Afrique : elle lui exprimera sa gratitude. Et cette manifestation sera également tournée vers l'avenir. A la fin de cette année, les accords de défense qui nous lient à huit pays africains auront tous été renégociés dans une perspective radicalement nouvelle : la France conçoit son rôle comme un appui à la création de forces africaines capables d'assurer collectivement la sécurité de leur continent, dans le cadre de l'initiative de défense de l'Union africaine.

Les instruments de notre présence économique, eux aussi, seront profondément rénovés, dans un contexte d'accentuation de notre effort d'aide publique : malgré la crise, notre aide passera de 0,38% en 2007 à 0,44% de notre PIB en 2009. 60% de ce total ira à l'Afrique. 12 km entre l'Afrique et l'Europe, nous ne pouvons pas laisser tomber l'Afrique.

A ma demande, l'Agence Française de Développement a créé un fonds de soutien à l'initiative privée à hauteur de 2,5 milliards d'euros sur cinq ans. Le secteur privé doit répondre à tout ceci.

Et c'est la meilleure réponse aux soupçons injustes mais trop répandus d'exploitation à leur seul profit des ressources africaines.

Ce n'est pas si simple de rénover nos relations avec l'Afrique. Et je mets au défi quiconque de m'expliquer qu'on peut le faire d'un coup de baguette magique. Si on ne s'occupe pas de l'Afrique, on est irresponsable car on ne prépare pas l'avenir et on est accusé à ce moment là de nous désintéresser. Si on s'en occupe, on est très facilement accusé d'ingérence. Mais ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il ne faut pas le faire, il faut le faire. L'avenir de l'Europe se joue en partie aussi en Afrique.

Pour piloter cette année exceptionnelle, j'ai demandé à Jacques TOUBON d'animer une structure interministérielle.

Par ailleurs, j'ai choisi Jean-Pierre RAFFARIN pour être mon représentant personnel auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Il préparera, avec autorité et la passion que chacun lui connaît, le prochain sommet, autre temps fort de l'année 2010.

Cela veut dire aussi, en Afrique trouver de nouveaux partenaires : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Nigéria. Ce n'est pas parce que ce ne sont pas des pays qui ont connu la colonisation française que nous devons nous interdire de dialoguer avec eux et d'avoir même un partenariat stratégique avec eux.

*
* *

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Depuis son origine, l'humanité n'évolue pas de façon linéaire, de progrès en progrès, elle évolue avec des moments de pause, voire de régression avant de repartir de l'avant. Toutes les civilisations ont connu des phases de régression ; certaines ont même disparu.

La nouveauté radicale de notre époque est que, malgré les traditions et les cultures différentes, malgré les réaffirmations identitaires, le monde a fait son unité, notre humanité est désormais une. Les menaces auxquelles elle est confrontée sont globales. Les réponses seront globales.

Les questions posées aux dirigeants de notre temps sont lourdes : saurons-nous, ensemble, apporter des réponses nécessaires pour éviter des régressions qui seraient fatales et poursuivre la marche en avant de l'humanité ? Saurons-nous éviter un choc des civilisations et des religions en réglant les crises régionales ? Saurons-nous réformer le seul système économique efficace, le capitalisme, en prenant toutes les décisions nécessaires ? Saurons-nous faire les choix qui s'imposent d'urgence pour limiter le réchauffement climatique ?

Nous disposons des concours diplomatiques, des outils techniques et scientifiques, nous disposons de moyens économiques et financiers mais tout dépend de notre volonté. Tout repose sur la sagesse et la volonté collective des dirigeants du nouveau concert des nations, celui des puissances relatives du XXI^{ème} siècle.

D'une certaine façon, à l'échelle de notre continent, la construction européenne a montré le chemin : après deux guerres mondiales qui ont conduit notre civilisation au bord d'un suicide collectif, des dirigeants visionnaires ont su, il y a 50 ans, montrer à leurs peuples qu'un avenir partagé était possible.

Eh bien c'est exactement la même démarche qui doit être proposée au monde. Il n'y a pas d'autre chemin vers un avenir meilleur. Le temps des décisions et de l'action, ce n'est pas pour demain, c'est pour aujourd'hui. Et avec le Premier ministre François FILLON, avec Bernard KOUCHNER, avec Pierre LELLOUCHE, avec Alain JOYANDET, voilà ce qui sera notre feuille de route internationale. Et j'espère de tout cœur que nos compatriotes comprendront que la séparation entre ce qui est du national et ce qui est de l'international n'existe plus dans le monde globalisé qui est le nôtre. Je ne

m'abriterai jamais derrière cette réalité pour attendre que les autres avancent. Nous allons avancer pour montrer le chemin, pour entraîner l'ensemble des autres derrière les valeurs, les idées, les convictions qui sont celles de la France.

La France ne veut donner de leçon à personne, mais la France a des responsabilités par sa puissance économique, par son histoire. C'est une période passionnante que ce début du XXIème siècle, il faut réinventer la pensée, il faut réinventer l'action, ne pas se contenter de plaquer des schémas idéologiques commodes. Le XXème siècle a été embarrassé de ces idéologies qui ont conduit à des dizaines, des centaines de millions de morts. Faisons du XXIème siècle, le siècle du pragmatisme, de la bonne volonté entre les peuples et de la conviction que l'humanité ne peut s'en sortir que par un sursaut collectif. Ce sera le message de la France, nous ferons tout pour qu'il soit entendu.

Je vous remercie.